

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 1034

[2006/200747]

**27 JANVIER 2006. — Décret modifiant diverses dispositions
relatives aux règles de cumul applicables aux membres du personnel de l'enseignement (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1965, la loi du 8 février 1974, l'arrêté royal du 6 février 1980, l'arrêté royal du 20 juillet 1982, l'arrêté royal du 30 décembre 1982, la loi du 1^{er} août 1985, la loi du 27 février 1986, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 1996, le décret du 20 décembre 2001 et le décret du 3 mars 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1^o A l'alinéa 1^{er}, les points *b)*, *c)* et *e)* sont supprimés.

2^o L'alinéa 2 et l'alinéa 4 sont supprimés.

3^o L'alinéa 3 ancien, devenu l'alinéa 2, est remplacé comme suit :

« Pour l'application du présent arrêté, l'expression « fonction principale » désigne la fonction, qu'elle soit ou non à prestations complètes, qui n'est pas considérée comme accessoire conformément aux dispositions précédentes. »

Art. 2. L'article 5*bis* du même arrêté royal, inséré par la loi du 8 février 1974 et modifié par la loi du 27 février 1986, est remplacé comme suit :

« Article 5*bis*. La Commission créée par la loi du 8 février 1974 modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1958, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1965, portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, conserve sa compétence d'avis, conformément aux dispositions applicables à la veille de l'entrée en vigueur de la présente disposition, pour les prestations effectuées avant le 1^{er} janvier 2006 par l'agent qui exerce une fonction dans une ou plusieurs écoles ou institutions régies par le présent arrêté. »

Art. 3. Un article 5*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« Article 5*ter*. § 1^{er}. Lors de son entrée en fonction dans une école ou institution régie par le présent arrêté, l'agent introduit une déclaration de cumul auprès des Services du Gouvernement, suivant le modèle fixé par le Gouvernement.

§ 2. L'agent qui exerce une fonction dans une ou plusieurs écoles ou institutions régies par le présent arrêté introduit la déclaration de cumul visée au § 1^{er} lorsqu'il débute une activité indépendante ou salariée, et lors de toute modification de ladite activité. Dès qu'il cesse ladite activité, l'agent le déclare auprès des Services du Gouvernement. »

Art. 4. Dans l'article 18, alinéa 1^{er} du même arrêté royal, les points *b)* et *c)* sont supprimés.

Art. 5. A l'article 77 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, modifié par le décret de la Communauté française du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Au § 1^{er}, les termes « déjà une profession principale en dehors de l'enseignement ou » sont supprimés.

2^o Le § 5 est supprimé.

Art. 6. L'arrêté royal du 15 décembre 1978 portant exécution de l'article 77, § 5, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977 est abrogé.

Art. 7. A l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995 et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 1996, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Au § 3, alinéa 1^{er}, les points *a)*, *b)* et *c)* sont supprimés.

2^o Au § 3, l'alinéa 4 est supprimé.

3^o Le § 5 est remplacé comme suit :

« § 5. La Commission créée par la loi du 8 février 1974 modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1958, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1965, portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, conserve sa compétence d'avis, conformément aux dispositions applicables à la veille de l'entrée en vigueur de la présente disposition, pour les prestations effectuées avant le 1^{er} janvier 2006 par le membre du personnel soumis au présent arrêté. »

Art. 8. Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté précité :

« Art. 11bis. § 1^{er}. Lors de son entrée en fonction dans un établissement régi par le présent arrêté, le membre du personnel introduit une déclaration de cumul auprès des Services du Gouvernement, suivant le modèle fixé par le Gouvernement.

§ 2. Le membre du personnel soumis au présent arrêté introduit la déclaration de cumul visée au § 1^{er} lorsqu'il débute une activité indépendante ou salariée, et lors de toute modification de ladite activité. Dès qu'il cesse ladite activité, le membre du personnel le déclare auprès des Services du Gouvernement. »

Art. 9. A l'article 71 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Au § 1^{er}, 3^o, les termes « à l'exclusion du cas visé au 6^o dans les types d'enseignement repris sub 1^o et 2^o » sont supprimés.

2^o Au § 1^{er}, les points 4^o, 5^o et 6^o sont supprimés.

3^o Au § 2, les termes « 6^o et » sont supprimés.

4^o Le § 4 est remplacé comme suit :

« § 4. La Commission créée par la loi du 8 février 1974 modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1958, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1965, portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, conserve sa compétence d'avis, conformément aux dispositions applicables à la veille de l'entrée en vigueur de la présente disposition, pour les prestations effectuées avant le 1^{er} janvier 2006 par le membre du personnel soumis au présent décret. »

Art. 10. Un article 71bis, rédigé comme suit, est inséré dans le décret précité :

« Art. 71bis. § 1^{er}. Lors de son entrée en fonction dans un établissement régi par le présent décret, le membre du personnel introduit une déclaration de cumul auprès des Services du Gouvernement, suivant le modèle fixé par le Gouvernement.

§ 2. Le membre du personnel soumis au présent décret introduit la déclaration de cumul visée au § 1^{er} lorsqu'il débute une activité indépendante ou salariée, et lors de toute modification de ladite activité. Dès qu'il cesse ladite activité, le membre du personnel le déclare auprès des Services du Gouvernement. »

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 janvier 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—
Note

(1) Session 2005-2006.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 203-1. — Rapport, n° 203-2. — *Erratum* n° 203-3.
Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 janvier 2006.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 1034

[2006/200747]

27 JANUARI 2006. — Decreet tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de cumulatieregels die van toepassing zijn op de personeelsleden van het onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1965, de wet van 8 februari 1974, het koninklijk besluit van 6 februari 1980, het koninklijk besluit van 20 juli 1982, het koninklijk besluit van 30 december 1982, de wet van 1 augustus 1985, de wet van 27 februari 1986, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1995, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1996, het decreet van 20 december 2001 en het decreet van 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de punten *b)*, *c)* en *e)* geschrapt.

2° Het tweede lid en het vierde lid worden geschrapt.

3° Het vroegere derde lid, dat het tweede lid is geworden, wordt vervangen als volgt :

« Voor de toepassing van dit besluit duidt de uitdrukking *ôhoofdambtô het ambt aan met al dan niet volledige prestaties, dat niet als een bijbetrekking wordt beschouwd overeenkomstig de vorige bepalingen. »*

Art. 2. Artikel *5bis* van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 8 februari 1974 en gewijzigd bij de wet van 27 februari 1986, wordt vervangen als volgt :

« Artikel *5bis*. De Commissie die opgericht werd door de wet van 8 februari 1974 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958, gewijzigd door het koninklijk besluit van 10 maart 1965 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, behoudt haar adviesbevoegdheid overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn de dag vóór de inwerking-treding van deze bepaling, voor de prestaties die vóór 1 januari 2006 verricht worden door de ambtenaar die een ambt uitoefent in één of meer scholen of instellingen die onder de toepassing van dit besluit vallen. »

Art. 3. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel *5ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *5ter*. § 1. Bij zijn indiensttreding in een school of instelling bepaald door dit besluit dient de ambtenaar een aangifte van de cumulatie bij de Diensten van de Regering in volgens een door de regering nader te bepalen model.

§ 2. De ambtenaar die een ambt uitoefent in één of meer scholen of instellingen die onder de toepassing van dit besluit vallen, dient een aangifte van de cumulatie bedoeld in § 1 in wanneer hij met een zelfstandige of een beroepsactiviteit begint, en bij elke wijziging van de desbetreffende activiteit. Wanneer hij de bovenvermelde activiteit stopzet, brengt de ambtenaar de Diensten van de Regering daarvan op de hoogte. »

Art. 4. In artikel 18, eerste lid van hetzelfde koninklijk besluit worden de punten *b)* en *c)* geschrapt.

Art. 5. In artikel 77 van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « reeds een hoofdberoep uitoefent buiten het onderwijs of » geschrapt.

2° § 5 wordt geschrapt.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 15 december 1978 tot uitvoering van artikel 77, § 5, tweede lid, van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977 wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1995 en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 3, eerste lid, worden de punten *a)*, *b)* en *c)* geschrapt.

2° In § 3 wordt het vierde lid geschrapt.

3° § 5 wordt vervangen als volgt : « § 5. De Commissie die opgericht wordt door de wet van 8 februari 1974 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958, gewijzigd door het koninklijk besluit van 10 maart 1965 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, behoudt haar adviesbevoegdheid overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn de dag vóór de inwerking-treding van deze bepaling voor de prestaties die vóór 1 januari 2006 verricht worden door het personeelslid dat onderworpen is aan dit besluit. »

Art. 8. In het bovenvermelde besluit wordt een artikel 11*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 11*bis*. § 1. Bij zijn indiensttreding in een instelling die onder de toepassing van dit besluit valt, dient het personeelslid een aangifte van de cumulatie bij de Diensten van de Regering in volgens een door de regering nader te bepalen model.

§ 2. Het personeelslid dat onderworpen is aan dit besluit, dient een aangifte van de cumulatie bedoeld in § 1 in wanneer hij met een zelfstandige of een beroepsactiviteit begint, en bij elke wijziging van de desbetreffende activiteit. Wanneer hij de bovenvermelde activiteit stopzet, brengt het personeelslid de Diensten van de Regering daarvan op de hoogte. »

Art. 9. In artikel 71 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, 3° worden de woorden « met uitsluiting van het in 6° bedoelde geval in de onderwijstypes vermeld onder 1° en 2° » geschrapt.

2° In § 1 worden de punten 4°, 5° en 6° geschrapt.

3° In § 2 worden de woorden « 6° en » geschrapt.

4° § 4 wordt vervangen als volgt : « § 4. De Commissie die opgericht wordt door de wet van 8 februari 1974 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958, gewijzigd door het koninklijk besluit van 10 maart 1965 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, behoudt haar adviesbevoegdheid overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn de dag vóór de inwerkingtreding van deze bepaling voor de prestaties die vóór 1 januari 2006 verricht worden door het personeelslid dat onderworpen is aan dit besluit. »

Art. 10. In het voornoemde decreet wordt een artikel 71*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 71*bis*. § 1. Bij zijn indiensttreding in een instelling die onder de toepassing van dit besluit valt, dient het personeelslid een aangifte van de cumulatie bij de Diensten van de Regering in volgens een door de regering nader te bepalen model.

§ 2. Het personeelslid dat onderworpen is aan dit besluit, dient een aangifte van de cumulatie bedoeld in § 1 in wanneer hij met een zelfstandige of een beroepsactiviteit begint, en bij elke wijziging van de desbetreffende activiteit. Wanneer hij de bovenvermelde activiteit stopzet, brengt het personeelslid de Diensten van de Regering daarvan op de hoogte. »

Art. 11. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2006.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 januari 2006.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 203-1. — Verslag nr. 203-2. — *Erratum*, nr. 203-3.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 januari 2006.